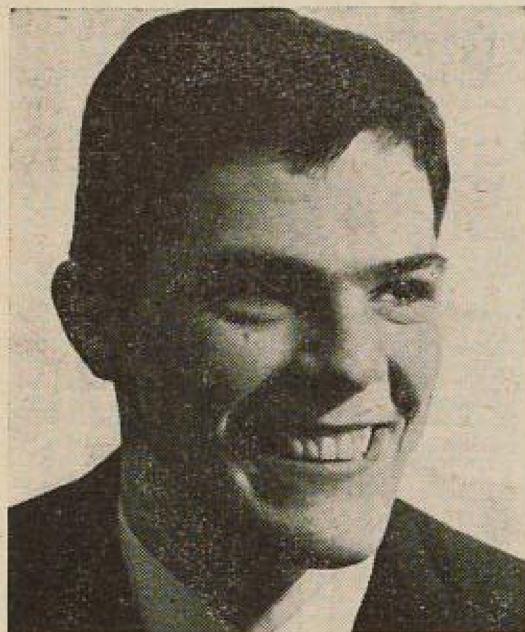
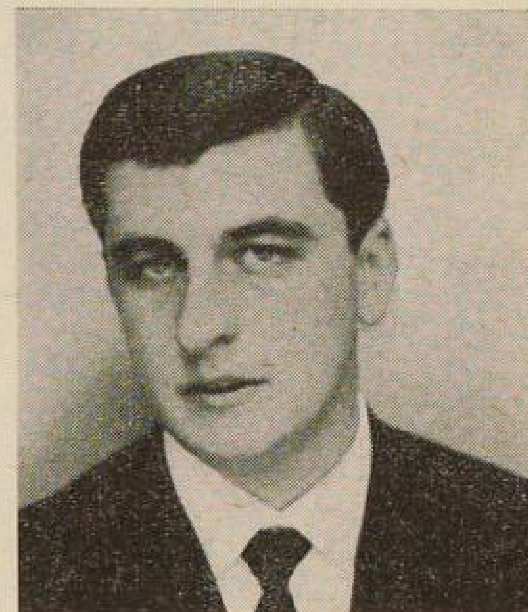
*ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 ET 12 MARS 1967*

(1re CIRCONSCRIPTION)

# Rassemblement Européen de la Liberté



# PROFESSION DE FOI



CANDIDAT

## J.-P. DAUGREIHL

*24 ANS*
*Ouvrier du bâtiment*

SUPPLEANT

## J.-P. GOLIKOFF

*23 ANS*
*Etudiant*

Chères Concitoyennes,
Chers Concitoyens,

Il est de tradition dans la vie politique française de se présenter aux élections législatives après avoir acquis la situation, l'expérience et la réputation donnant garantie d'efficacité. Et même cela, la Ve République ne l'a pas modifié.

Or le R.E.L. est la formation où figurent le plus de jeunes candidats, témoignant ainsi de son désir de faire incarner des idées nouvelles par des hommes dont la moyenne d'âge ne dépasse pas 30 ans. En ayant 24, j'ai la joie de participer très tôt à la vie politique de mon pays, et celle de former avec mon suppléant l'équipe la plus jeune de toute la France. Nous voulons être les porte-parole de la génération d'après-guerre. Et si jeunesse passe pour être synonyme d'inexpérience, elle l'est aussi de pureté. Je voudrais montrer que la première constatation peut être infondée.

Né à Nice, j'ai fait mon service militaire pendant la guerre d'Algérie. Ayant participé au combat pour la défense de notre province, je fus condamné à cinq ans de prison, dont deux et demi d'effectifs à Fresnes. Marié à la fin de ma détention et père d'un enfant, je travaille pour un salaire de 80.000 A.F. par mois dans une petite entreprise de bâtiment. En quelques années, j'ai beaucoup souffert, beaucoup appris, et je viens quérir vos suffrages, conscient du caractère significatif de ma candidature.

Ancien détenu politique, je dois être considéré par les travailleurs comme d'extrême-droite ; mais ouvrier moi-même, en butte aux problèmes de cette catégorie, je dois être taxé d'extrême-gauche. Or je ne suis ni au Parti Communiste ni au Centre Démocrate, incapables, comme tous les autres partis, d'effectuer à l'heure actuelle la synthèse des aspirations du peuple de France.

Ma candidature symbolise notre volonté de montrer aux Français exploités de diverses manières, opposés les uns aux autres, que leurs intérêts convergent ; celui des travailleurs est d'abandonner leurs soi-disants défenseurs, partis ou syndicats complices du gaullisme dans la dilapidation de notre argent pour les sous-développés, celui des rapatriés n'est pas d'aider les forces de droite déconsidérées par leurs échecs et leur manque d'imagination.

Tandis que l'avenir est hypothéqué par les signes de la récession et les atteintes aux libertés locales et professionnelles, je demande :

— aux commerçants, trahis par Poujade, de s'élever contre leur asphyxie par les grands magasins aux mains des banques ;

— aux professions libérales de défendre leurs libertés qui ne survivront pas à la nouvelle législature ;

— aux médecins de rejeter la collectivisation dont les malades feront les frais ;

— aux artisans dont on dévalorise la profession et qu'on ruine ;

— aux entrepreneurs dont on étouffe la liberté et la capacité d'investissement et de gestion ;

— aux cadres atteints par des compressions insensées dans un pays prétendument en expansion ;

— aux techniciens, aux agriculteurs, aux fonctionnaires, en proie à la crainte de lendemains inquiétants.

Il ne faut plus que la politique soit réservée à des privilégiés.

Vous n'avez pas été submergés par ma propagande, parce que je suis le candidat des pauvres, des volés, des mystifiés par le régime, et non celui des nantis et des profiteurs.

La France doit être gérée par son peuple, non par une minorité de financiers et de capitalistes réalisant des profits démesurés avec le soutien de l'Etat empêchant toute velléité de résistance populaire.

La France vit aujourd'hui sur l'acquit du passé ; notre région en témoigne, où beaucoup est à faire.

## TOURISME

Notre principale ressource doit avoir un style moderne faisant de la Côte d'Azur le pôle d'attraction sur la Méditerranée, ce qui n'est possible qu'avec le développement d'une infrastructure et d'une large décentralisation, prémisses à un régionalisme administratif, économique et culturel :

— construction d'autoroutes, ridiculement insuffisantes, faisant des Alpes-Maritimes un axe et non le bouchon que les vacanciers évitent ;

—érection d'hôtels de grand et moyen standing trop rares, par suite trop chers, et parce que non rentables, supprimés ;

— aide financière de l'Etat permettant une baisse générale des prix dans l'hôtellerie et la restauration pour gagner la compétition avec les pays étrangers ;

— protection des sites et reboisement des zones dénudées par suite de l'imprévoyance gouvernementale ;

— dépollution de la baie des Anges et construction de ports de plaisance dont l'accès doit être mis à la portée de tous ;

## INDUSTRIALISATION

Elle est nécessaire pour procurer des débouchés à nos 6 000 chômeurs et à nos jeunes qui, sortant des écoles ou des facultés, comme mon suppléant, connaissent l'angoisse d'une embauche difficile. Elle doit stimuler le secteur du bâtiment aujourd'hui en crise, tout en étant compatible avec les impératifs touristiques Doivent être attirées les industries propres : électronique, optique, facteurs d'activité pour notre port.

Outre ces revendications, et pour éliminer tout sentiment d'injustice, je réclame pour les rapatriés, avec plus de justification et d'honnêteté que toutes les sirènes soudainement bien charitables :

## L'AMNISTIE

La réhabilitation de partisans de l'Algérie française, en premier lieu DEGUELDRE et BASTIEN-THIRRY, la réparation morale de l'injuste rigueur témoignée à l'égard des Pieds-Noirs en Algérie, la libération des 85 derniers détenus, l'amnistie pour tous faits en relation avec la guerre d'Algérie, l'arrêt de toutes les poursuites et l'octroi de la carte d'anciens combattants aux soldats s'étant battus outre-mer.

## L'INDEMNISATION

Doivent être éteintes les prétendues créances du gouvernement algérien envers les rapatriés, de même que les dettes contractées et non remboursées du fait de la perte de leurs biens. Les prêts consentis doivent être transformés, quitte à obliger l'Algérie à y participerts, en parts à défalquer du montant total de l'indemnisation, gage d'expansion pour notre économie nationale, et dont les Alpes-Maritimes profiteraient. Priorité doit être reconnue aux rapatriés dans les H.L.M. mis par le gouvernement à la disposition des Nord-Africains, dont la présence pèse sur le marché de l'emploi, le salaire des ouvriers français et le déficit de la Sécurité Sociale. Enfin une augmentation de l'aide aux vieillards, rapatriés ou non, et dont 2 millions et demi ont moins de 25 000 A.F. par mois et doivent se contenter de quelques goûters organisés à grand renfort de publicité, doit être réalisée Les 200 milliards de la force de frappe et de l'aide aux sous-développés le permettront.

Sur le plan international, je suis partisan d'une Fédération européenne, seule capable de faire contrepoids aux volontés hégémoniques américaine et soviétique, et d'endiguer le déferlement démographique du Tiers-Monde. Cette unité dans le respect des traditions nationales doit réaliser l'égalité des Etats ainsi que le développement des régions aujourd'hui détruites par une centralisation dépassée, créer un parlement européen, un conseil des minorités, une armée européenne unifiée, une diplomatie unique, une monnaie européenne, l'unification de la recherche électronique, spatiale et scientifique. L'intérêt de notre peuple réside dans l'Europe.

Le mécontentement grandissant doit se traduire par un renversement de la majorité. Mais le changement serait superficiel s'il remettait en place les partis plus ou moins rafistolés de la IV^e^. Seule l'accession de jeunes représentants du peuple traduira la volonté de renouveau politique. S'il y a une chance de refaire l'unité populaire contre les féodalités consolidées par la V^e^, elle doit être saisie.

Il y a une lourde responsabilité mais aussi un avenir prometteur auquel je vous convie pour la grandeur de notre pays et l'expansion de notre région.

IMP. UNIVERSELLE - NICE